

La fermeture de l'usine Honeywell de Plaintel, fabrique de masques : un scandale d'Etat !

dimanche 29 mars 2020, par [Union syndicale Solidaires \(Côtes d'Armor\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mars 2020).

Fin 2018, le groupe multinational américain Honeywell fermait son site de production industriel de Plaintel [département des Côtes-d'Armor en région Bretagne] pour le délocaliser en Tunisie, licenciant en même temps 38 salarié·e·s. Cette entreprise, créée il y a une cinquantaine d'années - qui compta jusqu'à 300 salarié·e·s avant son rachat en 2010 par Honeywell au groupe Sperian - fabriquait en quantité considérable des masques respiratoires jetables et des vêtements de protection sanitaires. Sa production était de 200 millions de masques par an, soit près de 20 millions par mois, fabriqués sur des machines ultra-modernes pouvant produire chacune 4000 masques à l'heure.

Non contente de faire appel aux aides de l'Etat pour financer les huit plans sociaux que la multinationale Honeywell a mis en œuvre pour se débarrasser de ses salarié·e·s, Honeywell a pris la décision irresponsable, en novembre 2018, de détruire ses huit machines en les faisant concasser par la déchetterie située sur la zone industrielle des Châtelet à Ploufragan [près de Saint-Brieuc en Bretagne].

Les sections syndicales Cgt et Cfdt de l'usine de Plaintel avaient, à l'époque, lancé un cri d'alarme pour empêcher la fermeture du site et la destruction de leur outil de production. Elles avaient multiplié les actions et les démarches pour éviter le pire. Elles s'étaient même adressées au Président de la République Emmanuel Macron et au Ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Mais ces derniers se sont contentés d'accuser réception de leurs courriers mais se sont bien gardés d'intervenir. Ils pensaient sans doute, en bons libéraux, qu'une intervention de l'Etat ne servirait à rien, puisque dans un monde mondialisé et heureux, la main invisible du marché finirait par montrer son efficacité pour préserver l'intérêt général.

Aujourd'hui, le retour au réel est brutal. C'est avec stupeur que le pays tout entier découvre avec la catastrophe sanitaire du coronavirus qu'il ne possède pratiquement pas de stocks de masques, pourtant indispensables pour protéger les personnels soignants, l'entourage des malades et tous les salarié·e·s obligés de travailler pour éviter que le pays tout entier ne s'écroule. Pour l'Union syndicale Solidaires des Côtes d'Armor, la fermeture de l'usine Honeywell de Plaintel et la destruction de ses outils de production, comme l'inaction des autorités publiques représentent un scandale qui doit être dénoncé. La chaîne des responsabilités dans cette affaire doit aussi être mise en lumière. Les dirigeants d'Honeywell et les autorités de l'Etat doivent aujourd'hui rendre des comptes au pays.

D'ores et déjà Solidaires a demandé à plusieurs Parlementaires de la Région d'interpeller le gouvernement sur ce scandale. Solidaires propose également que le site industriel de fabrication de masques de protection sanitaires de Plaintel soit recréé en urgence sous un statut d'Etablissement

Public Industriel et Commercial (EPIC-structure liée à ce qui peut être considéré comme un service public) ou sous la forme d'une Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOOP). Le personnel compétent et disponible existe et ne demande que cela. De l'argent il y en a. La Banque Centrale Européenne vient de débloquer 750 milliards de liquidités. Que cet argent soit mis en priorité au service de l'urgence sanitaire et de l'intérêt général, plutôt que de laisser aux seules banques privées le privilège de le prêter ou pas.

Saint Brieuc, le 26 mars 2020

Union syndicale Solidaires (Côtes d'Armor)
